

Restitution Atelier EPTA :

Former le personnel pénitentiaire dans l'objectif d'obtenir la coopération des détenus difficiles

1. Problématique

Cet atelier a débuté par un questionnement général : la sécurité dynamique, comme nous l'avons vu dans les différentes présentations, a pour objectif d'apaiser les relations sociales entre les détenus et entre détenus et professionnels. Il s'agit d'une procédure qui paraît pertinente et efficace si elle est offerte à des personnes détenues qui ne posent pas de problèmes en détention.

La question qui se pose désormais est de savoir comment les écoles ont envisagé de mettre à profit cette sécurité dynamique pour les personnes détenues réputées, jugées ou qualifiées de « difficiles ».

Il était alors intéressant de se questionner dans un premier temps sur ce qu'est une personne « difficile ».

2. Définition des « détenus difficiles »

Dans un premier temps, il est important de souligner que le terme utilisé tout le long de cet atelier est bien celui de détenus « difficiles » et non pas de détenus « dangereux »... Ce terme spécifique offre en ce sens une autre vision et une autre approche de ces personnes, comme nous le verrons tout le long des discussions.

Concernant la définition-même de ce que recouvre la notion de « détenus difficiles », nous voyons qu'en fonction des pays, les détenus difficiles sont qualifiés de différentes façons, et, de manière générale, définis par une catégorie :

Pour certains, les détenus difficiles sont ceux qui ont une « déficience intellectuelle », pour d'autres, ceux « qui ont commis un délit grave ou un spécifique comme les terroristes », d'autres encore... ceux qui viennent d'un pays étranger, ceux que la prison ne veut plus, ceux « qui ont des troubles psychiatriques », ceux qui ont des « troubles du comportement », ou encore « les jeunes qui proviennent de quartiers difficiles ».

Désormais deux questions se posent :

- 1) Comment intégrer ces personnes dans les prisons ? Doit-on les regrouper dans des unités spécifiques avec une prise en charge particulière ou doit-être les intégrer avec les autres personnes détenues en détention ordinaire ?

- 2) Peut-on avoir des relations d'alliance, de coopération avec ces personnes difficiles alors qu'elles sont souvent en rupture de dialogue, de communication, d'échanges?

On en vient donc aux stratégies en place par les différents pays pour s'adapter à ces différents profils.

3. Stratégies mises places

La plupart des pays qui prennent la parole évoquent la mise en place d'unités spécifiques créées pour accueillir un petit groupe de détenus dits « difficiles » (souvent pas plus d'une dizaine), au sein d'un bâtiment à sécurité maximale. L'objectif est de maintenir ces personnes sur de courtes périodes pour ne pas les isoler trop longtemps. Pour ce groupe de détenus, différentes gestions sont mises en œuvre :

Certains considérés comme trop « difficiles » (c'est-à-dire particulièrement « violents » envers eux ou envers les autres, ou encore les détenus dits « radicalisés ») sont uniquement isolés, confinés pour protéger le reste de la détention. D'autres pays évoquent, pour les détenus avec des troubles psychiatriques, la mise en place d'un suivi spécifique avec une implication importante du service médical : ces détenus ont l'obligation d'être médicamentés. Le lien est à ce moment-là fait avec le manque de place dans les hôpitaux psychiatriques pour ces personnes détenues. Dans ces deux contextes, certains pays (notamment la Belgique), mettent l'accent sur la place des relations et de la communication avec le personnel. Il s'agit pour eux d'un « axe incontournable » : privilégier des stratégies spécifiques du point de vue du personnel de surveillance, pour ne pas « rentrer en conflit » (comme par exemple, « la stratégie de l'oreille » qui vise avant tout à « écouter sans argumenter »).

Ce « confinement » des personnes difficiles a cependant de nombreuses limites qui ont également été soulevées :

4. Limites

1. Une première limite concerne la formation des personnels. Si pour certains ces unités sont encadrées par des professionnels formés à encadrer des personnes violentes (avec en plus une implication du médical), d'autres pays regrettent le manque de formation de leurs personnels pour faire face à ces problématiques. En fonction de la définition donnée aux détenus difficiles, le manque de formation ne portera pas sur les mêmes thèmes : certains regrettent le manque de formation sur le thème de la « psychologie de la jeunesse » alors que d'autres évoquent le manque de connaissances sur le sujet de la « radicalisation ».

Sont également évoqués les questions du burnout et de l'absentéisme chez certains professionnels qui se sentent démunis face à ces difficultés et à ces violences.

2. On note une deuxième limite associée à la solution de l'isolement. Ce dernier entraîne souvent une « sous-culture violente » : ces unités sont fermées, replient les détenus sur eux-mêmes et avec d'autres détenus ayant les mêmes problématiques, et exacerbent en ce sens la violence. Il est donc souvent compliqué de les « resocialiser » lorsqu'ils retournent en détention classique.

3. Troisièmement, il est soulevé que ces unités stigmatisent les détenus, et que ces derniers se construisent autour de ces stigmatisations. En effet, ces unités apportent parfois un statut particulier aux détenus qui y passent et qui montent en quelque sorte dans la « hiérarchie » du détenu (« célébrités »). Encore une fois, il est difficile de « remettre » ces détenus dans la détention classique sans qu'ils aient une influence négative sur les autres.

4. Enfin, il est souligné la difficulté de mettre en place un suivi ou un accompagnement efficaces et sur le long terme avec certains de ces « détenus difficiles », car beaucoup ne sont condamnés que pour de courtes périodes (turn-over important).

5. Les perspectives envisagées

Enfin, l'atelier s'est terminé sur différentes solutions ou des perspectives envisagées pour faire face, contourner ou atténuer ces limites.

Il est souligné d'une part l'importance de continuer à former les personnels à ces problématiques (radicalisation, dangerosité, troubles psychiatriques, psychologie de la jeunesse...), ainsi qu'à l'approche relative à la sécurité dynamique.

Il a d'autre part été souligné l'importance de ne pas « abandonner » les détenus isolés : il est nécessaire de les accompagner et de maintenir avec eux un lien, une communication, une coopération. Pour cela, il est mentionné l'intérêt de développer un travail d'alliance avec les détenus de manière générale. Il pourrait par exemple s'agir de former des détenus pour en faire des acteurs de l'alliance avec les détenus difficiles : les former à la régulation des problèmes, des conflits, les former à être des médiateurs dans et de cette relation. L'objectif est en effet de restaurer le lien, tout en les rendant acteurs de ces relations et par conséquent, associés à d'autres actions, les rendre acteurs de leur détention.